

LE STATUT DE LA FEMME MAROCAINE FACE A LA CRISE

Fadela KANOUNI-BENNIS

Dans un monde en crise, l'Etat marocain, à l'instar des autres Etats du Tiers-Monde, a subi de profondes mutations dans ses fonctions de régulation politique, d'intégration sociale et de développement économique. Ces changements importants n'ont pas épargné l'individu dans ses activités professionnelles, ses comportements sociaux et ses modes de pensée. Ils ont affecté indistinctement les hommes comme les femmes, qui font tous partie des maillons du processus productif et créatif de la société, même si la plupart d'entre eux ne reçoivent en contrepartie aucune compensation matérielle. A travers le vécu quotidien et obligé de cette participation au politique, on peut se demander si les femmes ne sont pas porteuses d'une nouvelle conscience des changements profonds de leur vie, du fait de leur accès à l'éducation et au travail professionnel rémunéré, et ne se sentent pas davantage concernées par les problèmes de société, gérés par la politique et l'économie. Certaines stratégies de l'Etat peuvent servir, à cet égard, de sites d'observation et de révélateurs, à travers les effets induits de leurs options économiques. Ainsi dans le secteur agricole comme dans le secteur industriel, les choix étatiques pour une intégration croissante de l'économie marocaine dans un marché mondial capitaliste de plus en plus protectionniste, n'ont pas seulement généré des phénomènes de blocage et de dépendance, par delà les efforts de réadaptation de l'Etat. Ils ont également induit des processus de marginalisation et de surexploitation, des femmes principalement, qui vont leur faire supporter le coût social et financier des politiques de réajustement, et justifier en quelque sorte la reconduction des thérapeutiques de rigueur. En outre, au delà des palliatifs économiques et financiers suscités par la crise du secteur public, on peut voir se dessiner, à travers une certaine traditionnalisation du pouvoir de l'Etat, un renforcement des moyens politico-idéologiques consacrant l'exclusion des femmes de l'espace public.

I - POLITIQUE AGRICOLE DE L'ETAT ET MARGINALISATION DES FEMMES RURALES

Les interventions de l'Etat en faveur du développement du capitalisme agricole ont concerné :

— le développement des formes "melk" (propriété privée) de la propriété agricole héritée de la colonisation;

— la politique hydraulique en faveur des grands barrages pour l'irrigation réalisée à grands coups d'investissements coûteux et de technologies de pointe;

— la sous-imposition du capital agraire jusqu'à l'an 2000;

— le développement d'entreprises agricoles étatiques;

Cette politique menée parallèlement à d'autres (politique du tourisme, de formation des cadres etc.) a eu comme principaux résultats:

— la concentration des exploitations agricoles privées ou publiques, produisant des cultures destinées au marché international, notamment à la C.E.E., afin de rentabiliser les gros investissements, les crédits agricoles. Par ailleurs, cette politique n'a pas autant profité aux petites exploitations agricoles où sont utilisées la majorité des femmes rurales qui produisent pour les besoins essentiels du marché local.

Actuellement, les femmes rurales — femmes au foyer, aux champs, aides familiales — ne sont pas toutes dénombrées comme actives, puisque le taux d'activité féminin recensé dans le rural est seulement 9,3 % contre 14,7 % dans l'urbain. Est-ce à dire que les rurales non reconnues comme actives ne sont pas productives ? Dans les faits, elles ont la charge du cadre de vie, des conditions d'hygiène, d'habitat, de nutrition et de soins donnés aux enfants, comme l'attestent toutes les enquêtes réalisées par l'UNICEF dans le monde rural. Dans le Gharb, d'après une de ces enquêtes de l'UNICEF faite en 1982, les femmes et les fillettes passent de 30 minutes à 4h et de 4h à 10h pour le ramassage et le transport du bois. La collecte du bois est assurée à 89 % par les femmes. Le transport du combustible se fait pour 65 % des familles à dos et pour 29 % des familles à dos d'âne ou sur le chariot. Pendant la période de sécheresse avant 1964, les femmes et les filles devaient faire des trajets de plus en plus longs. Mais les chances données aux femmes rurales, pour mieux assurer ces multiples rôles, restent faibles : la scolarisation, la formation, l'accès au Melk.

Le taux d'analphabétisme des femmes rurales reste de 96 % en 1982 (contre 65 % pour l'ensemble de la population et contre 78 % pour les femmes urbaines). Or l'alphabétisation est articulée avec la baisse de la mortalité infantile : dans les dernières campagnes nationales de vaccination, près de 50 % seulement des femmes analphabètes ont fait vacciner leurs enfants, 71 % parmi les femmes ayant le niveau du primaire et 84,6 % parmi celles qui ont le niveau du secondaire et du supérieur. Le taux de scolarisation pour les filles rurales n'est en 1982 que de 13,2 % contre 58,9 % dans l'urbain pour le groupe d'âge entre 5 et 19 ans. Or l'instruction favorise aussi une meilleure nutrition de l'enfant dès son jeune âge, et la baisse de la croissance démographique.

Plusieurs facteurs expliquent les forts taux d'analphabétisme au Maroc; ils sont d'ordre socio-économique : l'éloignement de l'école, l'absence de communications, l'enseignement peu adapté aux régions rurales. Les déperditions scolaires touchent plus les filles dans le milieu rural, car elles sont réquisitionnées plus que les garçons pour les corvées de l'eau et de bois,

(2 % seulement de la population rurale à accès à l'eau courante, 20 % aux puits), le travail domestique, et sont plus encouragées au mariage précoce.

Les femmes rurales participent toutes à l'exploitation familiale, bien que de manière variable selon les régions, mais elles n'ont pas toujours accès à la propriété de la terre, principal moyen de production. En effet, dans certaines régions, elles continuent à être déshéritées par les tribus, l'Etat, qui renient leur droit coranique à l'héritage. Là, la peur des "flammes éternelles" ne joue pas autant que la dislocation du terroir tribal.

Or sans terre, pas de garantie pour obtenir le crédit agricole, donc pas d'amélioration de la productivité, pas d'accès à un habitat décent etc... Ceci est particulièrement grave pour les femmes seules, abandonnées du père, du frère, du mari, — partis chercher un travail en ville ou à l'étranger — donc restent seules responsables de famille. Analphabètes, épuisées par leurs tâches quotidiennes, les femmes seules sont de plus rebutées par la préparation des dossiers de crédit et en général n'osent pas affronter l'administration qui reste un espace réservé aux hommes.

On peut se demander pourquoi les femmes rurales comme la majorité de la masse paysanne du secteur vivrier restent marginalisées dans les projets de développement agricole, alors même que devant la crise grave du secteur capitaliste agraire due au protectionnisme de la C.E.E. seul le développement d'un secteur vivrier, tourné vers les besoins locaux permettrait la satisfaction des besoins alimentaires de base de la masse.

Dans cette société à prédominance masculine, les femmes, les filles sont acculées à se situer négativement par rapport au groupe et aux institutions étatiques qui ignorent jusqu'à leurs besoins matériels. Avec l'aide des femmes rurales, les pouvoirs publics pourraient trouver des solutions à leur encadrement, à leur formation etc...

La majorité des rurales essaient malgré tout de remédier à leur dénuement matériel par leurs propres moyens, les activités de la plupart étant sous-payées ou non rémunérées (aides familiales), peu d'entre-elles étant salariées dans les grandes exploitations agricoles, la récupération du pouvoir pour elles passe par le gain matériel : elles commercialisent leur propre production artisanale, ne permettant plus aux hommes d'accaparer le fruit de leur labour, elles participent massivement à la petite contrebande (ex : dans les enclaves espagnoles : Sebta et Melilla au Nord, Iles Canaries au Sud, où elles sont très actives). Ainsi, par leur sens du devoir familial, les rurales se sentent responsabilisées pour leur survie et celle des leurs.

L'économie vivrière survit donc grâce au génie paysan des ruraux et des rurales et ce, malgré des difficultés de plus en plus grandes : dues aux sécheresses répétées, à la déforestation, au déséquilibre écologique (fruit de l'exploitation désordonnée ou trop intensive des terres) et à la croissance démographique démesurée, résultat de l'analphabétisme et du statut des rurales.

Ce n'est pas avec l'aide alimentaire "liée" (aux stratégies des pays développés et de leurs firmes multinationales), mais avec l'amélioration de la productivité vivrière, que la masse paysanne pourra produire des surplus

qui serviront à alimenter les besoins croissants des familles urbaines. Le développement de ce secteur vivrier nécessiterait beaucoup moins de frais que le secteur des cultures d'exportations.

Actuellement la marginalisation du secteur vivrier et des paysannes accroît la prolétarianisation de la paysannerie qui alimente à son tour l'exode rural et favorise l'urbanisation sauvage.

Le monde rural a plus servi comme champ privilégié de contrôle social, par le biais des institutions étatiques (assemblées communales, fonctionnarisation des caïds, chioukhs, moqqadem, anciens réseaux de contrôle social) et comme champ de développement du grand capitalisme agraire que comme champ préalable de réforme agraire profonde. Or, le blocage du développement du secteur agraire est dû, non seulement à la crise du marché international, mais aussi à l'absence d'une réforme agraire dont le pouvoir a toujours su contourner l'adoption.

L'Etat marocain a lancé, durant la décennie 1960, des actions destinées à privilégier l'auto-suffisance alimentaire, et à développer le secteur vivrier et la production agricole locale. C'est ainsi qu'il a lancé : 1) l'opération Labour, pour l'amélioration de la production et la modernisation du secteur traditionnel rural, 2) la promotion nationale, pour lutter contre le chômage en milieu rural, 3) le développement des coopératives, pour concilier le maintien des formes communautaires de production agricole et l'extension du capitalisme rural, 4) le développement des équipements collectifs dans le rural. Mais les résultats ont été minimes par rapport au but recherché d'auto-suffisance alimentaire.

Axée davantage sur le développement des cultures commerciales et agro-industrielles, l'intervention de l'Etat a visé essentiellement à la constitution d'assises foncières au profit des formes melk de production agricole, et à la modernisation de l'agriculture par une politique d'équipement hydraulique et de périmètres irrigués de grande envergure. Cette stratégie de développement d'un capital agraire a permis à l'Etat marocain de concilier développement de l'espace du capital et reproduction de l'espace social traditionnel.

Cependant, ce choix sera mis en cause durant la décennie 1970-1980, sous la pression de divers facteurs, qui vont affecter le secteur agricole d'exportation, et pousser l'Etat à une réorientation vers les activités à caractère industriel.

II – POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION ET SUREXPLOITATION DES FEMMES

Le plan de 1973-77, a lancé une politique claire d'industrialisation pour l'exportation et ce, devant l'essoufflement du capitalisme agraire qui reste sous l'empire du capital étranger pour son financement (BIRD), pour sa mise en valeur (dépendance technologique) et qui reste pour la commercialisation de sa production sous la dépendance du marché international de plus en

plus protectionniste. Cette "nouvelle option industrialiste" de l'Etat se traduit également à travers les objectifs de la marocanisation lancée en 1973, et les dispositions des nouveaux codes des investissements en faveur de la promotion du capital industriel.

Les effets de cette politique d'industrialisation aboutissent à la prépondérance du capital public, cotoyé par le poids toujours important du capital étranger face à la lenteur et à l'étroitesse du développement du capital privé, orienté principalement vers des secteurs d'exportation : textile, parachimie et industries alimentaires.

Or ces secteurs qui jouent un rôle central dans l'économie marocaine (79 % des exportations de l'industrie du pays) ont le taux d'activité féminin le plus élevé, mais dans l'échelle la plus basse (les ouvrières). Cette main-d'oeuvre est la plus demandée car pleine de "qualités" : sous-payée, non syndiquée, peu prise en charge par la Sécurité Sociale, facilement renouvelable, donc peu concurrente pour les hommes.

La politique urbaine va favoriser la promotion des PME, pour le développement de la petite bourgeoisie, et le développement des équipements collectifs (santé, enseignement etc...).

En effet, c'est devant le mécontentement de la grande bourgeoisie et la crise du secteur étatique tentaculaire, mais largement déficitaire, que l'Etat recherche à ouvrir les portes de l'industrie à la petite bourgeoisie montante, par l'accroissement de l'octroi de crédits aux PME. Le volume des investissements dans les PME a ainsi augmenté, permettant l'augmentation de l'offre d'emplois, encore une fois destinée en majorité aux ouvrières.

Les femmes qui constituent donc les chevilles ouvrières de l'industrie marocaine, mais la main-d'oeuvre la moins payée, représentent de ce fait aussi la base des politiques de réajustement (restrictions budgétaires, politiques des bas salaires) appliquées par l'Etat marocain et préconisées par les principales instances internationales, prêteuses du capital financier (BIRD-FMI).

Les résultats des politiques de restrictions budgétaires et des bas salaires semblent conduire davantage vers l'aggravation des problèmes socio-économiques, plutôt que vers le retour à l'équilibre. La baisse des salaires qui signifie la restriction du marché intérieur, et le renforcement corollaire de l'orientation des investissements agricoles et industriels vers l'exportation, va accentuer le blocage de l'économie marocaine, assujettie à la crise du marché international de plus en plus protectionniste et empêcher toute perspective de reconversion vers la production pour le marché intérieur. En effet, celle-ci n'est possible, qu'avec l'augmentation de la demande intérieure, donc du pouvoir d'achat moyen des larges masses qui constituent un marché potentiel de plus de 20 Millions d'habitants, et non avec la surexploitation de la force de travail, et la plus laborieuse d'entre elle, soit la main-d'oeuvre féminine. Or, le pouvoir d'achat marocain ne cesse de baisser devant l'inflation galopante des principaux besoins : logements, médicaments, produits de base de moins en moins subventionnés. Le patronat applique sa propre loi : la plupart des salariés, et notamment des salariées, sont souvent payés

en dessous du SMIG, avec la tolérance des pouvoirs publics et malgré les réticences des syndicats.

Les investissements croissants de l'Etat pour résorber le chômage et répondre à la demande globale de besoins sociaux devant un secteur privé déficient expliquent le développement important du secteur public.

L'investissement public et privé a fait jouer le multiplicateur d'investissement plus à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'économie par le recours à l'importation pour satisfaire les investissements publics (technologie pour les barrages...) et non en créant de nouvelles unités locales.

Si l'Etat contrôle actuellement les grands secteurs de l'économie, la gestion déficitaire, l'emprunt extérieur croissant pour le financement de ses investissements, entraînent une crise financière du secteur public, à laquelle les politiques de privatisation sont sensées remédier. On peut se demander si les stratégies de libéralisation – privatisation, suscitées par la crise financière du secteur public, ne s'accompagnent pas d'une certaine traditionalisation du pouvoir d'Etat, consacrant ainsi au niveau politico-idéologique l'exclusion des femmes de l'espace public.

III - ETAT, ESPACE PUBLIC ET FEMME

La confusion de l'Islam avec le traditionalisme s'exprime dans la reproduction de la parenté au niveau du politique et du privé et explique le maintien des femmes hors du pouvoir public.

Si la monarchie marocaine subsiste depuis treize siècles, c'est par l'aptitude du leader – le Roi – à satisfaire les groupes sociaux, selon les préceptes et les principes islamiques. La Baià (serment d'allégeance) exprime cette aptitude et le Roi est alors "Amir El Mouminine" (Chef des croyants). Le Roi supervise ainsi l'Etat représenté par le Parlement, le Gouvernement, les Oulemas, etc...

Mais l'Islam sert souvent comme principal moyen de légitimation des classes au pouvoir. Leurs représentants, théologiens, législateurs, décideurs, parviennent par leurs pressions à marginaliser les masses et les femmes. Les uns et les autres devraient veiller à l'application des droits coraniques réservés à toutes les catégories sociales. Mais la confusion du traditionalisme et de l'Islam aboutit à une retraditionalisation par le politique (Education, Droit, maraboutisme, patriarcat). L'élite dirigeante exprime son idéologie par le biais de la parenté qui atteint au Maroc une dimension religieuse.

C'est ainsi que le pouvoir repose sur le maintien de la séparation croissante de l'espace public, réservé aux hommes, et de l'espace privé réservé aux femmes. Ceci pourrait expliquer l'absence des femmes du Parlement, du Gouvernement... D'où tous les moyens de pression sociale pour maintenir les femmes dans leur espace soit-disant "naturel", dans leurs rôles premiers, soit de mères et d'épouses, alors que les hommes assurent les fonctions de chefs politiques, de guerriers, et de chefs de famille.

Les théologiens, les législateurs et les décideurs poussent au contrôle de l'espace privé, domestique, donc au contrôle de la reproduction de la force de travail sociale, c'est-à-dire des futurs travailleurs, et sa régulation en fonction des besoins du patronat qui soutient leurs pouvoirs. Cette reproduction de la force de travail, étant principalement le fait des femmes, reste gratuite. La domestication croissante des femmes est soumise à un contrôle social temporel et spatial (horaires de travail salarié, horaires de l'école des enfants, le logement, les équipements ménagers, etc...). Elle permet de faire prendre en charge en grande partie les frais des enfants, de leur formation jusqu'à l'âge adulte, une grande partie du transport, etc...

Les équipements étatiques étant en-deçà des besoins, c'est donc les familles qui jouent le principal rôle de régulation quantitatif et qualitatif de reproduction de la force de travail.

Ainsi les femmes par amour des leurs permettent en quelque sorte un transfert massif d'économies, en évitant à l'Etat ou au capital de payer les dépenses compensatoires exigées, le capital privé ne participant presque pas à la socialisation du travail domestique.

Le public comme le privé participent donc au maintien des structures patriarcales qui constitue le meilleur moyen de contrôle du prix de la force de travail, et une des principales bases de la politique actuelle des bas salaires. L'insertion des femmes dans les secteurs clefs d'exportation, s'explique par les bas salaires féminins, résultats de leur identification en premier lieu à l'espace privé, faisant d'elles une main d'oeuvre "experte" par sa formation traditionnelle familiale (et de plus en plus dans les foyers féminins, du Ministère des Affaires sociales et de l'Artisanat, etc...), mais "fragile" car salariée et domestique à la fois. Les hommes ne s'identifient comme travailleurs qu'à la sphère publique. La division sexuelle du travail est souvent reproduite au niveau de la division sociale du travail.

On comprend donc comment les familles sont actuellement modelées en fonction du développement du capital et du pouvoir.

Actuellement, les tensions générées par l'hétérogénéité des classes au pouvoir, l'éloignement des masses – dont les femmes – des instances du pouvoir, des décisions politiques, pousse à de nouveaux comportements de récupération du pouvoir et à la redéfinition de nouvelles stratégies.

La récupération du pouvoir par les femmes et les masses se situe au niveau de l'informel qui s'exprime par le développement important du secteur dit "informel" car non légalisé, non comptabilisé donc non formel, échappant au pouvoir dominant étatique et que celui-ci tolère du fait de la crise. "L'informel" au sens large s'exprime à divers niveaux comme le recours au culte, le fanatisme ou l'ijtihad... Les recours aux "cultes" sont encouragés, tolérés par le pouvoir qui depuis l'indépendance encourage largement les célébrations des Moussems, des fêtes maraboutiques par l'envoi de délégations officielles, des forces de l'ordre, de la presse...

Si le recours aux cultes ne remet pas en question l'unicité de Dieu, donc est toléré, il ne constitue pas moins avec le développement des mosquées dans les quartiers citadins et les douars les plus reculés, une infrastructure

propice à la recrudescence des frères musulmans. L'on rencontre souvent des filles voilées à Fès, Casa, Marrakech, etc...cachant leur corps.

Le traditionalisme a porté ses fruits poussant à un certain fanatisme. Les frères et sœurs musulmans sont recrutés dans la frange de la population souvent la plus instruite, fréquentant notamment les bancs des lycées de la mission culturelle française, les Facultés de Sciences, de Médecine, etc... Pour ces filles, leur retrait derrière un habit voilant leur corps, et qui rappelle plus celui du Moyen-Orient que la "Djellaba" ou le "Haïk" marocains, signifie se cacher des regards indiscrets, insistants, voire dérangeants de la plupart des mâles, qui refusent leur accès, leur recrudescence dans leur espace public.

Face à la crise de démocratie et au non respect porté en général aux femmes et généré par un pouvoir qui les marginalise, la montée du fanatisme fait peur et pousse à la recherche de nouvelles valeurs islamiques porteuses de changement. "L'Ijtihad" (c'est-à-dire l'interprétation progressive des textes coraniques en fonction de l'évolution sociétale, tels les hadiths) est prôné par les réformistes, face à l'immobilisme. La sobriété, comme principe fondamental de l'Islam (Allah n'aime ni les gaspilleurs ni les radins) est mis en avant contre le gaspillage et le surendettement.

Nos sœurs musulmanes comme nos frères musulmans prônent le retour à un Islam "pur", idéal, et souvent sont poussés à ignorer les vraies valeurs islamiques traditionnelles positives, faites de tolérance, de solidarité, d'altruisme. L'Etat est acculé à la redéfinition de nouvelles stratégies qui tiennent compte au niveau national des besoins des masses et des femmes, et au niveau international des nécessités de constitution de blocs régionaux plus aptes à discuter à part égale avec les grands blocs de l'Ouest comme de l'Est.

Le consensus national et régional ne peut être réuni qu'autour du principe de la participation de tous.

Après trente années d'espairs déçus, quel avenir offrons-nous aux jeunes générations montantes, celles des filles comme des garçons formés et informés de plus en plus par les mass-médias et l'audio-visuel, à la pointe de tout ce qui est futuriste et confrontés à des structures dichotomiques incroyables, sources de blocages et génératrices de développement du sous-développement.

La politique étatique qui résulte de la pression croisée des classes dominantes ne peut régénérer le développement, qu'en donnant aux jeunes (filles et garçons) des institutions, des droits...etc...capables de les responsabiliser, afin qu'ils prennent tous en charge l'avenir de la société. Or les femmes – comme les jeunes – au Maroc sont bloquées par le poids de certains fanatismes et un manque de liberté d'expression sur le plan privé et public.

La plupart se réfugient dans le silence sans même chercher à réagir car ils intériorisent profondément leur identification soit au privé, au domestique pour les filles, soit au public pour les garçons, comme donnée "naturelle", mais pourtant imposée par tout l'ordre social et le traditionalisme ambiant.

Les minorités les plus conscientes réagissent davantage, les filles encore plus que les garçons parce qu'elles sont les plus touchées par le blocage de leurs droits. Mais leurs réactions restent au niveau verbal, idéologique plus que politique, car elles restent exclues, et tenues à l'écart de l'espace réel et stratégique du pouvoir : l'espace public.

BIBLIOGRAPHIE

- BENAZZOU (C) et al. *Panorama économique du Maroc*. Ed. Maghrébines, 1978.
- DOUMOU (A.). *Etat et capitalisme au Maroc*. Edino, 1988.
- EL MALKI (H.). *L'économie marocaine. Bilan d'une décennie 1970-1980*. CNRS, 1982.
- AMOR (F.). *Le Maroc dans l'économie mondiale*. Toubkal, 1987.
- HAMDOUCH (B.). *Spécialisation subie et sous-développement. Cas du Maroc*. Ed. maghrébines, 1983.
- KANOUNI-BENNIS (F.). *Approches du travail féminin. Travail salarié - travail domestique. Cas du Maroc*. Thèse de 3^e cycle, Rabat, 1983.
- LAHLOU (A.). *Emploi et inégalités au Maroc*. Ed. Maghrébines, 1985.
- HANANE (L.) et SBIHI (R.). *Economie marocaine. Une radioscopie*. Imprimerie El Maarif El Madia, 1986.
- PASCON (P.) et ENNAJI (M.). *Les paysans sans terre au Maroc*. Ed. Toubkal, Casablanca, 1986.